

Zeitschrift: Revue suisse : la revue des Suisses de l'étranger
Herausgeber: Organisation des Suisses de l'étranger
Band: 51 (2024)
Heft: 1: Derrière les volutes d'encens, les noirs abîmes de l'Église catholique

Artikel: Le ministre de l'énergie Albert Rösti douche les espoirs des amis de l'atome
Autor: Forster, Christof
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1077420>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Le ministre de l'énergie Albert Rösti douche les espoirs des amis de l'atome

Après la catastrophe de Fukushima, l'énergie atomique a longtemps été taboue en Suisse. Puis, la crainte d'une pénurie d'électricité a redonné des ailes aux partisans de la construction de nouvelles centrales. Avant que ne se lèvent à nouveau des vents contraires, venus de là où on ne les attendait pas.

CHRISTOF FORSTER

Les partisans de l'énergie atomique se sont frotté les mains quand, au début de l'année 2023, Albert Rösti (UDC) a succédé à Simonetta Sommaruga (PS) à la tête du Département de l'énergie. Albert Rösti était l'un des leurs: contre la transition énergétique et pour la construction de nouvelles centrales, une urgence à leurs yeux. Mais leurs espoirs devaient être déçus.

Interdiction de construire de nouvelles centrales

Depuis longtemps déjà, le lobby du nucléaire affirmait que l'approvisionnement en électricité de la Suisse ne pouvait pas fonctionner sans centrales nucléaires. Mais personne ne

l'écoutait. Après la catastrophe de Fukushima (2011), l'énergie atomique, déjà décriée auparavant, avait définitivement perdu tout attrait. En 2017, les Suisses approuvaient la «Stratégie énergétique 2050», et avec elle, le développement progressif des énergies renouvelables et l'interdiction de construire de nouvelles centrales nucléaires. Indirectement, cette décision a favorisé le débranchement de la centrale de Mühleberg (BE), qui est en cours de démantèlement. Une opération au cours de laquelle la Suisse acquerra une expérience précieuse.

La lente avancée des alternatives

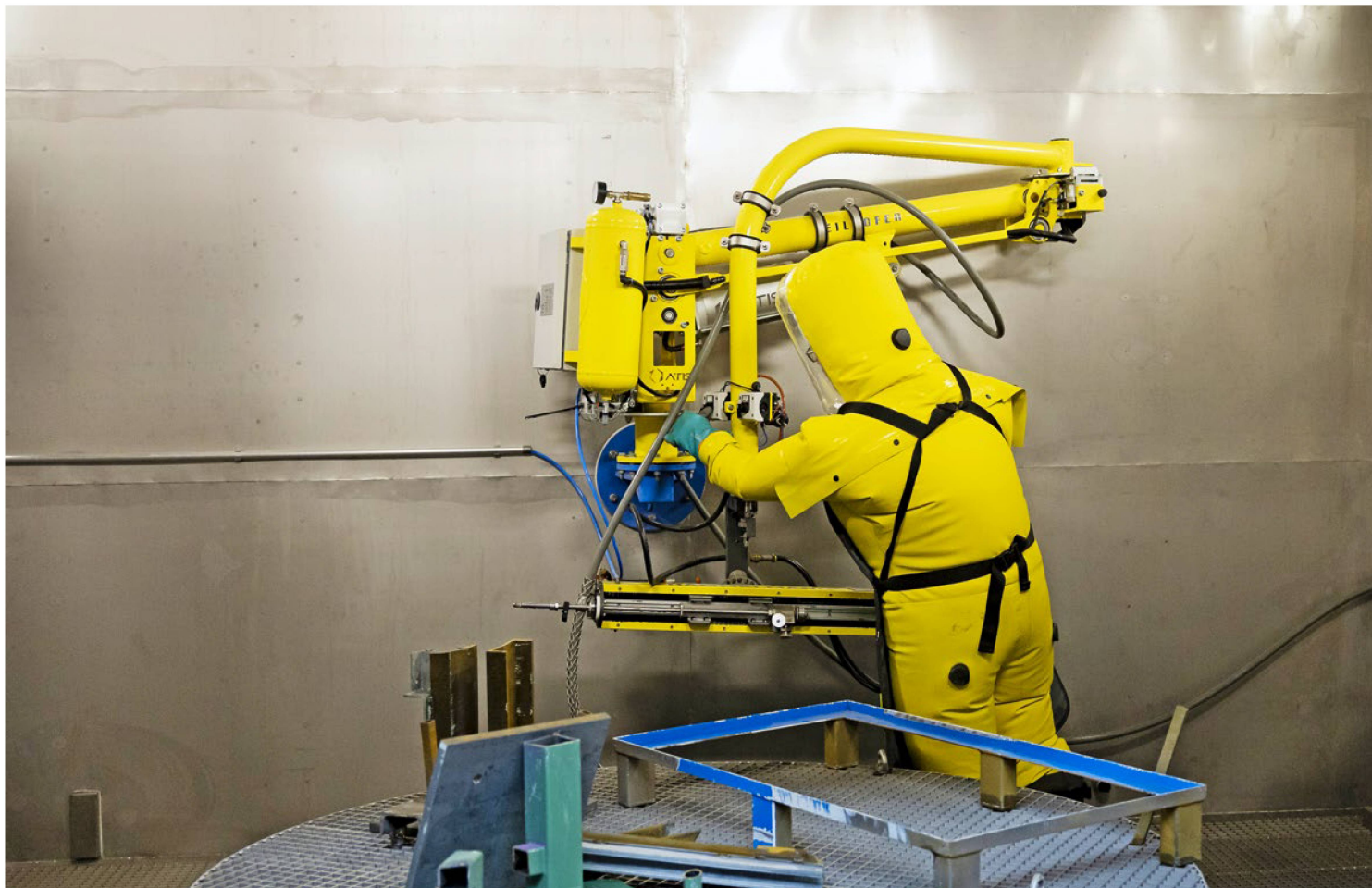
Cependant, le développement prévu des installations photovoltaïques et éoliennes n'a jamais vraiment avancé.

Actuellement, la Suisse acquiert de l'expérience non dans la construction, mais dans le démantèlement des centrales nucléaires: ici, le démontage de la centrale de Mühleberg, mise à l'arrêt.

Photo Keystone

L'électricité ne manquant pas, le Parlement n'a pas été poussé à accroître son soutien aux énergies renouvelables. La première alarme n'a pas tardé. À l'automne 2021, plus de quatre ans après la votation sur la sortie du nucléaire, la Confédération publiait une étude alertant contre de possibles «pénuries d'électricité». Certes, l'étude décrivait le pire des scénarios. Mais la nouvelle effrayait les cercles politiques et la population.

L'Union démocratique du centre (UDC), parti conservateur de droite, alors déjà opposée à la transition énergétique, fustigeait la «politique à la petite semaine» du Conseil fédéral et réclamait à cor et à cri la construction de nouvelles centrales nucléaires face au risque de pénurie. Le lobby du nucléaire se réorganisait lui aussi,



et un nouveau visage émergeait dans la grisaille des amis de l'atome: Vanessa Meury, 26 ans. Elle préside le Club Énergie Suisse, qui défend «une politique énergétique réaliste et durable». À l'automne 2021, elle déclarait aux journaux de Tamedia: «Je



crois que l'état d'esprit des Suisses changera en notre faveur.» Son plaidoyer pour un renforcement du nucléaire faisait mouche. L'objectif du Club? Faire annuler l'interdiction de construire de nouvelles centrales. Pour ce faire, il a lancé une initiative populaire intitulée «Stop au blackout».

La crise déclenchée par l'invasion russe

La crise énergétique européenne déclenchée par l'invasion russe en Ukraine donnait un surcroît d'élan aux partisans de l'atome. La pénurie d'électricité en hiver devenait désormais un scénario réaliste en Suisse. La Confédération et les cantons élaboraient des plans de crise, réglant parcimonieusement l'utilisation de l'électricité. La ministre de l'énergie appelait les citoyens à faire des économies en cuisine et à prendre des douches à plusieurs. Nombre d'entre eux écarquillaient les yeux, se demandant comment un pays où l'électricité coulait à flot depuis des décennies pouvait en arriver là.

Finalement, la Suisse passait l'hiver 2022/2023 sans trop de mal, no-

Albert Rösti avant qu'il ne change de camp: lorsqu'il présidait le parti de l'UDC, il luttait en première ligne contre la politique énergétique du Conseil fédéral, comme ici, lors du dépôt du référendum contre la loi sur l'énergie.

Photo d'archive 2017, Keystone

tamment grâce à la météo clémente et à la substitution du gaz russe par d'autres sources. Le Parlement prenait la situation au sérieux et donnait un coup d'accélérateur aux énergies renouvelables. Et les partisans de l'atome redevenaient définitivement fréquentables. C'est que les débats sur l'approvisionnement, désormais, prenaient un tour concret. Avec l'électrification des transports et du chauffage, les besoins en électricité augmenteront massivement. De plus, il faudra remplacer les centrales nucléaires existantes, qui fournissent un tiers de la production d'électricité annuelle.

Albert Rösti surprend le lobby du nucléaire

Tout semblait prêt pour l'entrée en scène du partisan de l'atome qu'est Albert Rösti. Or, surprise: le nouveau ministre de l'énergie a tiré la prise. «Cette discussion est désormais vaine, voire contre-productive», a-t-il déclaré en septembre 2023 dans la «Neue Zürcher Zeitung» (NZZ), précisant qu'il n'avait nulle envie de relancer le débat sur le nucléaire et qu'il fallait à présent mettre en œuvre la stratégie énergétique décidée par le peuple.

Albert Rösti se concentre donc sur le développement de la production électrique pour les cinq à dix ans à venir. Selon lui, la Suisse aura un besoin urgent d'électricité supplémentaire durant cette période. Et reparler de nouvelles centrales nucléaires torpillerait dangereusement ces efforts. D'autant plus que celles-ci ne résoudraient pas les problèmes à court terme. Les experts prévoient que l'autorisation et la construction d'une nouvelle centrale prendrait près de 20 ans.

Le rêve d'une centrale au thorium

Tandis que le ministre UDC tire la prise, d'autres voudraient la rebrancher immédiatement. L'entreprise ge-

nevoise Transmutex met au point une centrale nucléaire fonctionnant sans uranium, capable même de détruire les déchets des anciens réacteurs. Maurice Bourquin, ancien recteur de l'Université de Genève et ancien président du Conseil du Cern, participe au projet. Il a récemment demandé au Conseil fédéral d'examiner la réalisation d'un réacteur au thorium.

Une telle centrale utilise du thorium comme combustible à la place de l'uranium. Et les déchets radioactifs qu'elle générerait, en bien moindre quantité qu'une centrale usuelle, ne rayonneraient d'après les estimations «que» quelques centaines d'années. En revanche, il faut s'attendre à une production de chaleur et de rayons gamma très intenses. Les déchets devraient être refroidis pour être enfouis en toute sécurité, ce qui comporte certaines incertitudes.

Les sites des centrales, des batteries géantes?

Parallèlement, des idées circulent sur la façon dont les sites des réacteurs arrêtés pourraient être «recyclés». Ainsi, les Vert'libéraux proposent d'y construire des accumulateurs d'électricité pour se prémunir contre les pénuries. Les producteurs d'énergie sont ouverts à cette idée, mais rappellent que les sites des anciennes centrales ne peuvent être utilisés à d'autres fins que 15 ans après l'arrêt de celles-ci.

Albert Rösti n'entend du reste pas tirer la prise des centrales nucléaires encore en activité, au contraire. Il ne doit pas y avoir de deuxième «affaire Mühleberg», a-t-il déclaré à la NZZ. En cas d'urgence, l'État devrait même intervenir, d'après lui, pour que les centrales puissent fonctionner plus longtemps. Leur durée d'exploitation est actuellement estimée à 60 ans ou plus.

Pour en savoir plus sur l'énergie nucléaire, ses déchets et leur élimination: [revue.link/deponie](https://www.revue.link/deponie)